

## Chronologie Turquie

1<sup>er</sup> novembre 2002 - 30 avril 2003

**3 novembre** : Victoire des islamistes du Parti de la justice et du développement (AKP) aux élections législatives avec 34,22% des voix et 363 sièges. Le Parti républicain du peuple obtient 19,41% des voix et 178 sièges.

**8 novembre** : Dans un entretien au *Monde* du 9 novembre, Valéry Giscard d'Estaing déclare : « La Turquie n'est pas un Etat européen. Accepter son entrée serait donner un coup d'arrêt au processus d'intégration ».

**9 novembre** : L'ancien ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine déclare à propos de la Turquie : « C'est un grand pays stratégique, qui n'est pas en Europe mais en Asie mineure ». Il propose que l'UE fixe ses frontières et bâtissent avec des pays frontaliers, comme la Russie et la Turquie un partenariat stratégique, qui serait plus que l'Association mais moins que l'adhésion.

**16 novembre** : Le Président de la République, Ahmet Necdet Sezer charge Abdullah Gül, ancien économiste à la Banque islamiste du développement de former le gouvernement.

**23 novembre** : A. Gül déclare : « Nous allons préparer une nouvelle constitution basée sur les libertés et la participation pour remplacer celle, qui restreint actuellement notre nation ».

**26 novembre** : La Turquie accepte des réglemens amiables dans quatre affaires soumises à la Cour européenne des droits de l'homme. En 2001 la Cour a enregistré 1059 requêtes émanant de citoyens turcs.

**27 novembre** : Le Président Chirac encourage R. Erdogan, chef de l'AKP, en visite à Paris, de poursuivre des réformes en Turquie et veut « qu'un signal positif soit donné à la Turquie à Copenhague ».

**2 décembre** : Le Haut Conseil électoral turc annule le résultat des élections législatives dans la province de Sirit, où un scrutin partiel pourra permettre à R. Erdogan de se présenter à la députation. Celui-ci a été déclaré inéligible en raison d'une condamnation pour « incitation à la haine religieuse ».

Paul Wolfowitz, le numéro 2 du Département américain de la défense, appelle l'UE à accueillir la Turquie soulignant qu'un autre choix serait « impensable ».

**3 décembre** : L'AKP présente au Parlement plusieurs amendements visant à permettre à son chef de devenir Premier ministre après l'élection partielle de Siriiit. Ces amendements ne priveront le droit d'être élu qu'aux personnes condamnées pour terrorisme et non pour des délits politiques.

**11 décembre** : Catherine Colonna, le porte-parole du Palais de l'Elysée, déclare que la proposition franco allemande, en date du 4 décembre, de se donner rendez vous dans deux ans avec Ankara pour faire le point des réformes en cours a réussi à obtenir un large appui et précise : « La Turquie n'est pas prête et l'Union a à réussir son nouvel élargissement et à mener à bien ses propres réformes.»

**12 -13 décembre** : Le Conseil européen de Copenhague décide qu'en décembre 2004 soient évalués les progrès accomplis par la Turquie sur la voie des réformes.

**18 décembre** : Assassinat du Professeur de sciences politiques, Necip Hablemitoglu, ardent défenseur de la laïcité.

**19 décembre** : Le Président Sezer a opposé son droit de veto aux amendements, permettant à R. Erdogan de se présenter aux élections législatives partielles de Siriiit.

**26 décembre** : Le Parlement turc vote à nouveau par 437 voix contre 44 les amendements auxquels s'est opposé le Président Sezer.

**31 décembre** : Le Président Sezer ratifie les amendements auxquels il s'était opposé.

**15 janvier** : Signature par la Turquie du protocole no 6 de la Convention européenne des droits de l'homme relatif à l'abolition de la peine de mort.

**31 janvier** : Le Conseil de la sécurité nationale demande que le gouvernement obtienne l'accord du Parlement en faveur de « mesures militaires » en cas d'attaque américaine contre l'Irak.

**19 février** : Washington refuse d'aller au delà de sa proposition d'offre de 26 milliards de dollars (6 milliards de dons et 20 milliards de prêt) à Ankara en échange d'un déploiement de troupes américaines sur le sol turc.

**26 février** : La Turquie et l'Iran ferment leurs frontières avec l'Irak dans la perspective de la guerre à venir.

**27 février** : R. Erdogan est acquitté dans une affaire de corruption remontant à l'époque où il était maire d'Istanbul.

**1<sup>er</sup> mars** : Le Parlement n'autorise pas le déploiement des troupes américaines sur le territoire turc par 264 voix pour, 250 contre et 19 abstentions (la majorité absolue requise étant de 267).

**9 mars** : R. Erdogan a été élu député par 85 % de voix contre 13 % au candidat du parti républicain du peuple ; il remplace A. Gül aux fonctions de Premier ministre le 11 mars et forme le 59<sup>ème</sup> gouvernement turc.

**12 mars** : La Cour européenne de Strasbourg estime que le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan n'a pas bénéficié d'un procès équitable, la juridiction, qui l'a jugé n'étant ni indépendante ni impartiale.

**20 mars** : Le Parlement autorise le survol du territoire turc par l'aviation américaine et un déploiement de troupes turques en Irak.

**21 mars** : Défiant Washington, Ankara annonce l'envoi de 1500 soldats d'élite dans le nord de l'Irak.

**23 mars** : Mise en garde du Président Bush à Ankara sur le déploiement annoncé de troupes turques dans le nord de l'Irak.

**10 avril** : A. Gül, ministre des affaires étrangères déclare que la Turquie va envoyer des observateurs militaires à la suite de la prise de Kirkouk par les pechmergas (combattants kurdes), accompagnés par quelques soldats américains.